

Je ne cède pas en ce moment la parole à M. Napoléon Bonaparte, parce que je ne veux rien ajouter, messieurs, à votre douleur et à celle que j'éprouve moi-même, à celle que nous éprouvons en voyant l'homme qui doit tout à ce nom soutenir les opinions qu'il soutient et siéger où il siège ! (Acclamations prolongées. — Bravo ! bravo !)

M. N. Bonaparte. — Messieurs, attaqué comme je suis...

M. le Président. — Vous n'avez la parole plus tard. Votre insistance trouble l'ordre. Je vous rappelle à l'ordre.

M. N. Bonaparte. — Je demande la parole pour un fait personnel.

M. le Président. — Monsieur, vous troublez l'ordre. Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

M. N. Bonaparte, interpellant la droite et le président avec une violence extrême. — Vous permettez l'attaque et vous ne permettez pas la défense ! Le pays saura que vous ne m'avez pas permis de répondre !

La Droite. — A l'ordre ! à l'ordre ! La censure !

M. le Président. — J'ai rappelé deux fois M. Bonaparte à l'ordre, et sa persistance me force de consulter l'Assemblée sur la censure. (Agitation.) Je consulte l'Assemblée pour savoir si M. Napoléon Bonaparte sera rappelé à l'ordre avec censure. (Exclamations et cris à gauche.)

Un certain nombre de membres de la Montagne se lèvent en s'écriant : — Sortons ! sortons ! nous ne pouvons pas rester ici !

En effet, une trentaine d'entre eux quittent la salle. (Applaudissements à droite.)

Plusieurs voix. — Très-bien ! sortez ! c'est à merveille ! vous vous jugez vous-mêmes ! (Les applaudissements recommencent.)

Au milieu du tumulte qui couvre entièrement la voix du président, le rappel à l'ordre avec censure est prononcé.

M. Napoléon Bonaparte quitte le banc où il est assis au haut de la Montagne, et descend vers l'enceinte libre, entre les bancs de droite et de gauche ; un groupe d'une vingtaine de membres se forme autour du banc où siège M. Baze et M. le général Changarnier. D'autres membres s'approchent de ce groupe, et, en quelques instants, l'Assemblée présente le spectacle d'une effroyable confusion.

La séance est suspendue pendant dix minutes.

M. Napoléon Bonaparte monte à la tribune, où il rencontre M. Thiers, qui lui cède la parole.

M. M. les représentants reprennent leurs places, et le silence se rétablit.

M. N. Bonaparte. — Messieurs, j'ai été rappelé à l'ordre, et même un rappel à l'ordre avec censure a été proposé contre moi.

Une voix. — Il a été proposé et prononcé.

M. N. Bonaparte. — J'ai le droit de m'expliquer. Je me suis permis tout à l'heure d'interrompre M. Thiers. J'ai été emporté par un sentiment vif, par un sentiment que je n'ai pu maîtriser, quand j'ai entendu M. Thiers dire que c'était le peuple qui, en 1815, avait renversé la statue de Napoléon...

A droite. — Non ! non ! on n'a pas dit le "peuple" !

M. N. Bonaparte. — Je dis, messieurs, que j'ai été entraîné par un sentiment trop vif, je le reconnais, mais auquel je n'ai pu résister, quand j'ai entendu dire que la "multitude" avait attaché une corde à la statue du grand homme pour la traîner dans la boue.

Je suis étonné qu'un historien aussi remarquable que M. Thiers ne sache pas que ce sont les royalistes...

M. M. Léo. de Laborde et Favreau se lèvent et interpellent l'orateur.

M. N. Bonaparte. — Un nom que je ne veux pas prononcer...

A droite. — Si ! si ! nommez !

M. N. Bonaparte. — Un grand nom qui doit être connu d'une grande partie de l'Assemblée, et que je pourrais prononcer, a été le premier qui...

(Interruption tumultueuse à droite.)

M. Benoist d'Azy. — Vous vous trompez complètement : c'est un vil intrigant, c'est M. de Maubrouil ! (Le bruit recommence.)

M. N. Bonaparte. — J'ajoute que quand M. Thiers s'est permis d'émettre un avis et en quelque sorte de m'interroger sur mes opinions et sur la ligne politique que je suis, j'ai trouvé cette interpellation tout-à-fait inconvenante. Il m'est trop facile de me défendre sur ce point, et, puisque l'occasion m'en est offerte, je vais dire en deux mots...

A droite. — Mais non ! mais du tout ! qu'est-ce que ça nous fait ?

M. N. Bonaparte. — Messieurs, de quel côté y a-t-il plus de partisans de 1815 ? Est-ce ici, je vous le demande, ou bien est-ce là ? (L'orateur montre successivement la gauche et la droite.) On me demande pourquoi je siége à gauche. Tout naturellement, c'est à cause du nom que je porte (Exclamations à droite), c'est parce que je défends les intérêts du peuple. (Explosion de rumeurs.)

Mon choix est fait entre les vainqueurs et les vaincus de Waterloo (Allons donc ! allons donc !) j'aime mieux être du côté des vaincus. (Nouveaux bruits.)

L'orateur ajoute encore quelques mots sans parvenir à se faire entendre, et il retourne à son banc.

M. Thiers. — Je ne voudrais pas prolonger cet incident ; si j'ai eu le tort peut-être de juger les opinions de M. Napoléon Bonaparte, il avait eu, lui, le tort de m'interrompre. (Le tumulte recommence à gauche.)

En France, messieurs, quoi qu'en dise la calomnie, il n'y a partout que des vaincus de Waterloo ! (Très bien ! très bien !) Et je suis bien sûr que cela ne sera démenti par personne dans cette enceinte. (Non ! non !)

Ce n'est pas le nom de peuple que j'avais employé tout à l'heure. C'est celui de multitude. Je sais que la calomnie est prête à

établir cette confusion, et je prends mes précautions contre elle. C'est le nom de *vile multitude* et non celui de peuple, entendez-le bien, dont je me suis servi. (Exclamations sur les bancs de la Montagne.) Non ! ce n'est pas du peuple, du vrai peuple que je parlais. La France me jugea, elle sait la langue française, quelques efforts qu'on fasse pour la défigurer ; elle sait ce que veulent dire ses mots de peuple et de multitude. Que ceux qui veulent prendre la défense de la multitude, la défendent, je leur laisse ce triste honneur !

A droite. — Très bien ! très bien !

M. Thiers. — Pour moi, je ne l'ai pas confondue et ne la confondrai jamais avec le peuple, avec le vrai peuple. Ce n'est pas le peuple qui fait les révolutions et les tentatives, qui dévaste les palais, qui brûle les ponts, qui renverse les statues, qui égorgé Bailly, qui massacre les prisonniers ; le vrai peuple souffre toujours des crimes de la multitude.

Quand vous l'avez troublé sous prétexte de le rendre plus heureux et plus tranquille, c'est le vrai peuple, répandu dans les campagnes, domicilié, qui souffre de la faim et subit avec résignation la misère qu'on lui a faite ! (Vifs applaudissements à droite.) Et quand le pain lui manque, vous le savez bien et il le sait aussi, ce n'est pas notre faute, à nous, qui voudrions lui donner de bonnes lois. (Très bien ! très bien !)

Rumeurs et rires à l'extrême gauche. Vous n'en voulez pas convenir ; mais consultez l'opinion du monde, consultez l'opinion de la France, et elle vous dira si le tort est à vous. (Violentes clameurs à gauche.)

A droite. — Très bien ! très bien !

M. Thiers. — Ah ! vous le savez bien, ce n'est pas le peuple que nous voulons exclure. Ce que nous voulons exclure, encore une fois, c'est cette multitude confuse de vagabonds, partout insaisissable, qui n'a pas d'asile appréciable, qu'on ne trouve nulle part, qui n'a ni domicile ni famille.

Vous venez de dire maintenant que nous nous écarterions de l'esprit de la Constitution, parce que ce qu'elle a établi, c'est le suffrage universel ! Quel triste jeu de mots ! Ce mot universel, savez-vous ce qu'il prouve ? On il prouve trop, on il ne prouve rien. Il prouve trop si vous le prenez à la lettre ; et en effet, dans ce cas, pourquoi ne faites-vous voter que 6 millions de Français sur 36 millions ? Je sais bien que vous allez me répondre : il est juste d'exclure d'abord les femmes. Je pourrais vous demander pourquoi, puisque le suffrage est universel. [On rit.] Mais je n'insiste pas. Voilà donc d'abord 18 millions d'exclus. Restent 18 millions d'individus. Sur ce nombre, vous n'en prenez que 9 millions ; il y en a 9 millions que vous excluez, à cause de la faiblesse de l'âge ; pour les enfants cela est très bien, la raison est bonne, encore bien qu'elle ne soit pas admissible avec le sens absolu que vous attachez au mot universel. Mais les émancipés de dix-huit ans, par qu'elles raisons les excluez-vous ? Parce qu'il vous a plu de choisir l'âge de vingt ans au lieu de celui de dix-huit ans [interruption à gauche] ; il n'y a pas d'autre raison ; mais alors que devient votre suffrage universel.

Il ne reste donc que 8 millions d'individus sur 36 millions ; mais, sur ce nombre, il y en a 3 millions qui sont ou assez imbéciles pour ignorer que la loi les a faits citoyens, ou assez abjects pour ne pas apporter le contingent de leurs votes dans l'urne ; de sorte qu'il ne reste que six millions d'électeurs. C'est là ce que m'autorise à dire que votre mot universel ne signifie rien ou qu'il signifie ceci : c'est que dans les limites de la Constitution, c'est-à-dire sans cens, sans élève l'âge, sans élève le suffrage à deux degrés, la loi peut parfaitement choisir, admettre les uns, exclure les autres, pourvu qu'elle ne viole pas le principe du suffrage universel... [Violentes exclamations à gauche], et qu'elle appelle le plus grand nombre possible de citoyens capables de comprendre et servir les intérêts du pays. [Nouvelles exclamations à gauche.]

La fatigue que j'éprouve m'oblige à abréger les quelques réflexions que j'ai encore à présenter : mais je crois de mon devoir de les soumettre à l'Assemblée.

Vos noms usés. — A demain ! à demain !

M. Thiers, après avoir fait un signe indiquant qu'il préfère continuer aujourd'hui, poursuit ainsi : — Si nous étions les adorateurs passionnés, exclusifs du suffrage universel, voici ce que nous pourrions vous rappeler.

Quelles questions a-t-on posées aux candidats dans les réunions électorales pour lesquelles vous nous demandez tout de respect ? On a posé d'abord cette question : De la République ou du suffrage universel voulez-vous verser la République, le pourrait-il ? Réponse : non ! il ne le pourrait pas. [Hilarité à droite.] Il ne le pourrait pas : car le suffrage universel est au-dessous de la République. Maintenant, moi, je vous demande : Supposez que le suffrage universel repousse la République. Que diriez-vous ? Vous diriez : La République est au-dessus du suffrage universel, n'est-ce pas ? Eh bien ! qu'est-ce que cela prouve, sinon que, pour vous, le suffrage universel est un esclave qui est tenu de suivre votre volonté, que vous ne respectez pas quand il ne le fait pas. [Rires d'adhésion à droite.]

Voilà ce qui est pour vous le suffrage universel, et nous n'en sommes pas à l'apprendre ; nous le savons depuis les premières élections pour la Constituante. Que disait-on alors ? C'est que si le résultat des élections n'était pas conforme à l'opinion qu'on croyait être celle de Paris, on jetterait la nouvelle assemblée — le mot n'est pas de moi — on la jetterait dans la Seine.

Puis, qu'est-il arrivé ? Cette Assemblée issue de suffrage universel, on a essayé de la détruire dix jours après son installation ; au 15 mai, on l'a envahie ; au 23 juin, on a attaqué ses décisions à main armée ; nous sommes donc parfaitement avertis que ce préten-

du respect du suffrage universel que vous affectez, ce n'est autre chose que le respect de votre propre volonté. (Approbation à droite.) Après cela, le suffrage universel, je vous le demande, est-ce la paix assurée comme vous nous le disiez, et comme vous nous le dites encore ? Non, c'est la paix quand vous la jugez bonne et utile pour vous, et c'est la guerre quand vous préférez la guerre. Quoique vous nous ayez qualifiés de naïfs, nous ne le sommes pas assez pour croire à ce que vous nous dites après de tels avertissements. (Rires d'adhésion.)

Vous dites que la loi sera inefficace, et en même temps vous dites : Ce sera une provocation. Eh bien ! j'aborde ce point avec une rigoureuse franchise, comme vous allez le voir.

Qu'appellez-vous provocation ? Si vous voulez dire une prévision, oh ! oui, elle existe. Oui, il est certain qu'il est des lieux où l'on discute publiquement, ouvertement, quelle sorte de guerre on livrera au gouvernement ; en se vantant publiquement des moyens dont on dispose et par lesquels on peut contraindre le gouvernement ; on discute pour savoir si le refus de l'impôt ne vaudrait pas mieux que la guerre ouverte.

Est-ce vrai ? Oui, c'est vrai, car si ce n'était pas vrai, la sagesse dont on se vante serait moins méritoire. (Adhésion.) S'il est méritoire d'être sage, c'est qu'apparemment on croit avoir les moyens de ne l'être pas. (Nouvel assentiment.)

Devant ces faits, ces faits abominables et connus de tous, le gouvernement a fait son devoir. Les prévisions du gouvernement en présence d'excitations horribles, ont garanti le maintien de l'ordre. On le sait, dans le parti du désordre ; on sait que si l'on n'était pas sage, on apprendrait probablement à devenir devant toutes les forces sociales émuës. (Très bien ! très bien !)

Mais dans cette malheureuse société bouleversée par tant d'idées criminelles, dans cette malheureuse société où tant d'incertitudes ont été jetées, où le père de famille craint chaque jour de voir le pain qu'il destine à ses enfants fondre entre ses mains, dans cette société si agitée par vous (oui ! oui !), j'ai vu quelquefois naître ce sentiment, je l'entendais quelquefois exprimer : puisque nous devons être attaqués, puisque le sang doit couler (mouvement prolongé), puisque c'est une nécessité fatale, eh bien ! alors plus tôt que plus tard ! Cela, messieurs, n'est pas une provocation, c'est le cri de désespoir ! (Acclamation à droite.) Vous prenez cela pour une provocation, et c'est la plus sanglante accusation portée contre vous ! (Oui ! oui !)

Ainsi ne parlez point de cette prétendue provocation, car c'est ce qui vous accuse et vous accable ! (Nouvelles marques d'assentiment.) Encore une fois, il n'y a pas provocation, il y a contre vous une accusation terrible et qui pèsera sur vous dans l'histoire. (Bruit d'approbation à droite.)

A gauche. — Pourquoi dites-vous toujours : Vous ! vous !

A droite. — Et vous, ne nous le dites-vous pas sans cesse !

M. Thiers. — Messieurs, je le reconnais j'ai eu tort de dire vous. C'est un tort que vous n'avez pas ainsi dire cessé d'avoir envers nous. N'avez-vous pas toujours dit vous, quand vous me parliez de mensonge, de déshonneur, de vainqueur de Waterloo ? Mais vous n'exécutez pas les miens. Non, je ne dirai plus vous ; mais je dis : ceux dont vous vous faites les défenseurs et les garants, ce sont ceux-là que le désespoir des bons citoyens accuse. Oui ! oui ! Ce sont eux qui portent le poids de cette accusation devant l'histoire et devant la postérité ! (Applaudissements prolongés.)

L'honorable membre, en quittant la tribune, reçoit de nombreuses et chaleureuses félicitations.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, VENDREDI 28 JUIN 1850.

Un nouveau Journal.

Nous avons reçu, le *Prospectus* d'un Journal religieux qu'un se propose de publier prochainement en cette ville, sous le nom de *The True Witness*. Cette Feuille rédigée par des laïques, et surveillée, pour la doctrine, par des Ecclésiastiques, sera l'organe religieux des Catholiques du Canada parlant la langue anglaise. Comme le dit le *Prospectus*, le *True Witness* n'aura pas pour but d'attaquer ceux qui se sont séparés du Catholicisme, mais de repousser les calomnies, les fausses représentations et les malveillantes agressions de certaines feuilles protestantes, remplies de fiel et d'animosité contre nous. Nous reproduirons le *Prospectus* en question, en tout ou en partie, dans un prochain numéro.

CONVERSIONS. — Le *Catholic Telegraph* nous apprend que 13 convertis ont été confirmés dans l'Eglise de St. Paul, à Cincinnati, et qu'un médecin, qui était venu de l'intérieur de l'Etat comme délégué à la Convention Médicale, a été baptisé par l'Evêque dans la Cathédrale.

Le *Cross* de Halifax, dit que le Rév. M. Marshall a reçu 4 convertis dans le sein de l'Eglise, et que, semblables cérémonies se répètent souvent dans son église.

— 307 personnes reçurent le sacrement de confirmation, des mains du très Rév. Archevêque, dans l'Eglise des Allemands, de St. Alphonse, à Baltimore, dimanche le 9 juin. 19 d'entre elles étaient des convertis. *Mirror*.

CONVERSION DE MADAME G. — Le *N. Y. Freeman's Journal*, dit que c'est de Mme Gêmeau, épouse du Commandant de l'Armée d'occupation à Rome, qu'il est question dans l'*Ami de la Religion* et dans l'*Univers*. Nous présumons que c'est là une méprise. L'époque du départ du général Gêmeau de Lyon, et les circonstances du récit de la conversion rapportée par ces deux journaux français, ne permettent pas, ce nous semble, de conclure que Mme Gêmeau soit la même personne qu'ils se contentent d'appeler Madame G...

BULLETIN.

Opinion sur trois orateurs relativement à la question des Réserves. — Discours de M. Lafontaine à ce sujet. — Adoption définitive des résolutions de M. Price. — Mesures législatives. — La ville de Sherbrooke et son député. — Projet d'une école normale à Montréal. — Chemin de fer de Québec à Halifax. — Nouvelles.

Nos échanges du Haut-Canada nous font encore attendre une portion des débats législatifs sur la question des réserves, dont nous espérons pouvoir donner l'analyse dans un prochain numéro. Cette discussion qui a duré trois séances, a fourni matière à des discours très remarquables de la part de M. M. Lafontaine, Papineau et Cameron. Le correspondant du *Herald* remarque surtout le "ton de dignité, de modération et de déférence" qu'on observé entre eux les membres de l'Assemblée qui y ont pris part, et qui, dit-il, est malheureusement trop rare dans les délibérations du corps représentatif. Le même correspondant ajoute qu'un sentiment d'admiration a universellement prévalu dans cette circonstance en faveur des trois représentants que nous venons de nommer. Nous ne sommes point en état de décider de l'entière exactitude de cet écrivain qui juge d'après une position politique qui, peut-être, pourrait grandir à ses yeux les objets, mais cet autre côté des choses a aussi son utilité, car il fait tableau. Voici, au reste, ce que dit encore à ce sujet le rapporteur du *Herald*, pour motiver ses assertions :

"Comme de raison, les jugements fivers portés sur chacun d'eux (M. M. Lafontaine, Papineau et Cameron) sont beaucoup influencés par les passions et l'opinion relative sur la question en débat ; mais l'admiration que tous trois inspirent est universelle. Le discours de M. Lafontaine, en particulier, me paraît, autant que j'en puis juger, avoir le plus satisfait, comme œuvre de raisonnement lucide et logique. Il doit, je pense, convaincre chacun de ceux qui envisagent comme lui cette question, c'est-à-dire, qui regardent les dotations publiques, faites aux corporations ou aux églises, comme choses sacrées. M. Viger a parlé avec la même honnêteté de vues et la même force de raisonnement."

Le *Toronto Colonist*, en apprenant à ses lecteurs que le seul discours qu'il ait entendu sur les réserves, est celui de M. Lafontaine, ajoute que ce morceau oratoire est "le plus profond, le plus parfait et le plus impressionnant qu'il ait jamais entendu." Notre appréciation, dit-il, est fondée sur ce fait que, à part les hommes publics arrivés au pouvoir ces dernières années, nous avons entendu tous les orateurs politiques de distinction de Paris et de Londres."

Après le rejet de plusieurs amendements par la chambre, les résolutions de M. Price touchant les réserves furent adoptées, vendredi, au nombre de 23 par 53 voix contre 18. La 24e passa à 51 voix contre 10, et la 25e à 45 contre 27. Les suivantes furent aussi votées comme les précédentes, excepté la 29e qui rallia 36 voix contre 34. Un amendement à cette dernière, de M. Morrison, proposant que le parlement canadien fût investi sans conditions du droit de disposer des réserves, fut perdu à une division de 42 voix contre 23.

En faveur : — M. M. Armstrong, Baldwin, Bell, Boutillier, Burritt, Cartier, Cauchon, Chauveau, Davignon, DeWitt, Drummond, Dumas, Flint, Fortier, Gully, Guillet, Hall, Hincks, Holmes, Jobin, Johnson, Lacoste, Lafontaine, Lemieux, Lyon, Macdonald (Glenary), McConnell, McFarland, Methot, Mongenais, Morrison, Notman, Papineau, Polette, Price, Richards, Ross, Sanborn, Sauvageau, Scott, (Bytown), Scott, (Deux Montagnes) Smith (Durham), Smith (Wentworth), Taché, Thompson. — 45.

Contre : — M. M. Badgley, Boulton (Toronto), Cameron (Cornwall), Cameron (Kent), Cayley, Chabot, Christie, Cryslor, Duchesnay, Hopkins, LaTerrière, Laurin, Macdonald (Kingston), McNab, McLean, Prince, Robinson, Seymour, Sherwood (Brockville), Sherwood (Toronto), Smith (Frontenac), Stevenson, Wilson. — 23.

Le vote considéré le plus important a été celui qui avait rapport à la 29e résolution. Cette résolution exprimait :

"Que cette chambre est d'opinion qu'après avoir pesé toutes les circonstances qui se rattachent à cette question, aucune dénomination religieuse ne peut être censée avoir un intérêt tellement acquis au revenu tiré du produit des dites Réserves, qu'il doive empêcher de législater à l'avenir touchant l'appropriation qui en doit être faite ; mais cette Chambre est en même temps d'opinion que les réclamations des bénéficiaires actuels, soit individus ou corps religieux, devraient être accueillies de la manière la plus libérale."

On vient de voir que cette résolution n'a obtenu que deux voix de majorité. Les noms des membres votants ne nous sont pas encore parvenus ; mais la minorité (de 34) sur ce point, selon le *Pilot*, doit comprendre cette portion des représentants qui veut le partage égal des Réserves entre toutes les dénominations religieuses.

La Chambre devant elle une foule de mesures. Vendredi (21) il y avait soixante-deux avisés motions, et l'ordre du jour portait soixante-neuf items. Parmi les avisés motions figuraient les suivants :

M. Baldwin. — Bill pour amender l'Acte d'incorporation de l'université de Toronto.

M. Flint. — Bill pour restituer au peuple du Haut-Canada les avantages de la médecine libérale.

M. Taché. — Bill pour amender l'Acte d'Agriculture du Bas-Canada (expirant avec la présente session législative).

M. McConnell. — Comité général sur la loi des écoles du Bas-Canada.

M. Richards a introduit un bill "pour amender la loi criminelle en ce qui regarde la peine Capitale." Il y est proposé que dans les cas de condamnation à mort, le condamné soit assujéti au travail forcé dans le Pénitencier, jusqu'à l'exécution ; que, néanmoins, l'exécution du condamné n'ait lieu qu'un an après le prononcé de la sentence, et que ce sera alors en vertu d'un ordre émané du gouverneur sous le grand sceau de la Province ; et que les personnes aujourd'hui sous sentence de mort soient transférées au pénitencier et tenues au travail forcé jusqu'à l'expiration d'une année à dater de la sentence, et de là jusqu'au temps de l'exécution.

La semaine dernière est revenue sur le tapis la discussion du projet de M. Boulton, jeune, relatif à la constitution. Le correspondant du *Canadien* en rend ainsi compte :

"Les débats ouverts par M. Boulton lui-même, selon l'usage, venaient à peine de commencer, et plusieurs membres se confiant sur les habitudes des M. M. Boulton et compagnie, venaient à peine de sortir pour aller prendre leur thé, qu'il prit fantaisie à une vingtaine de membres des deux côtés de la chambre de faire manquer le quorum, en forme de démonstration contre l'infirmité de ces débats, et l'absurdité et la longueur des discours : les membres comptés, il ne s'en trouva que dix-huit dans l'enceinte légale, qui, immédiatement après cet ajournement forcé à neuf heures et un quart, se trouva contenir à peu près quarante membres presque tous riant de M. Boulton. Je ne crois pas que cette marque de désapprobation générale fasse grand effet sur M. Boulton, qui a enduré bien d'autres assauts de l'opinion publique et en matières plus graves, et il est probable qu'il reprendra ses propositions comme si rien n'était ; néanmoins la manie parlante diminue d'intensité, et le sage peuple de Toronto afflue en moins grande abondance dans les galeries législatives."

La nouvelle du mécontentement des électeurs de la ville de Sherbrooke contre leur représentant, M. Gully, avait été annoncée par les feuilles du Haut-Canada, quelque temps avant que la *Minerve* en ait publié ce qui suit :

Le col. GUY. — Les journaux publient une lettre adressée au col. Gully par ses constituants de la ville de Sherbrooke. Cette lettre commence par établir en principe "que quand un représentant cesse de posséder la confiance de ses constituants, le pacte tacite contracté aux élections devient nul, et qu'il est alors du devoir du représentant de remettre le mandat qui lui a été confié."

Puis les signataires déclarent que le colonel ne possède plus leur confiance et ils le prient de résigner sans délai son siège de représentant de la ville de Sherbrooke dans le parlement provincial.

La *Gazette* de Sherbrooke dit que la liste des signataires comprend une majorité de 19 sur tous les électeurs du bourg, vu qu'à part de cette liste, il ne reste que 72 électeurs d'après le nouveau recensement."

Mais le député d'un collège électoral ne sera pas répudié sans que l'on se soit bien entendu avec lui sur les causes de cette perte de confiance. C'est la justice du bon sens, à laquelle chacun a un droit égal.

Le Surintendant de l'Education est parti vendredi dernier pour Toronto. L'intention de M. le Docteur Melleur est, à ce qu'il paraît, d'obtenir la fondation d'une école normale à Montréal. Cette institution existe à Toronto.

Le *Montréal Gazette* est d'avis que la surveillance de cette école serait obtenue à bon marché en la déléguant au député du Surintendant.

L'*Acadian Recorder*, journal d'Halifax, annonce que lord John Russell a consenti au nom du gouvernement impérial, à garantir l'intérêt à 4 pour cent d'un emprunt de 3,000,000 de livres sterling pour la construction du chemin de fer de Québec à Halifax. Nous citons dans un autre endroit ce que dit le *Canadien* de cette importante affaire.

Les filons, dit le *Canadien*, ne respectent ni trésor public ni sanctuaire législatif. Samedi dernier, le bureau du trésorier de notre ville, situé dans l'ancien hôtel du parlement, a été volé au montant de £160, recettes de la journée.

Le *Globe* de Toronto, au même jour, cite, entr'autres preuves des progrès que la civilisation fait dans la nouvelle capitale, l'adresse déployée par les filons à vider les poches de ceux qui visitent les galeries de l'Assemblée législative. Certains orateurs, qui débient à tout propos et sans a propos des discours à faire dormir debout, ne sentent-ils point d'intelligence avec ces industriels ? Le *Globe* nomme un M. Chambers, de Peterborough, qui s'étant sans doute laissé charmer par un de ces orateurs soporifiques, a eu sa poche allégée d'un portefeuille contenant près de £20 en billets de banque.

On nous a prié d'annoncer qu'on conformé au statut Provincial, 9me Vict. chap. 28, il y aura, samedi prochain le 29 juin, à 7 heures du soir, sur le Champ-de-Mars, une revue des miliciens du nouveau Battalion de Milice de Montréal. (Le 9me Bat. se compose de tous les miliciens d'origine Franco-Canadienne, résidant dans le Quartier Est, dans cette par-